



Déclaration de la FSU au CTSD du jeudi 22 mars 2012

A la lecture des documents préparatoires à ce CTSD, nous pourrions croire au miracle en Ardèche : 17 créations de postes en collège pour seulement 13 suppressions. Pourtant nous perdons l'équivalent de 5 ETP à la rentrée prochaine.

Avec 33 postes supprimés dans les collèges et lycées du département pour la rentrée 2012, l'Ardèche paye, cette année encore, son tribut au dogme gouvernemental du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Cette année scolaire voit encore se multiplier les postes à compléments de service sur deux voire trois établissements, rarement dans la même commune.

L'augmentation du nombre d'élèves par classe, l'application de réformes incohérentes et chronophages (socle commun, histoire des arts, réforme du lycée ...) bref, la désorganisation du métier désoriente chaque jour davantage des enseignants pourtant soucieux de faire au mieux leur métier et dont la seule bonne volonté soutient un système éducatif aujourd'hui chancelant.

De plus, la multiplication des cartes scolaires et les postes réservés aux stagiaires réduisent considérablement les possibilités de mouvement des personnels qui le souhaitent, pour répondre le plus souvent à des nécessités familiales.

La crise sociale que traverse notre société impacte directement nos élèves et leurs familles et rend plus que jamais nécessaire une présence forte d'adultes dans tous les temps scolaires. Loin de répondre à cette nécessité, ce sont près de 11 collèges sur les 26 du département qui sont sous dotés en assistants d'éducation. Parmi les quatre collèges de plus de 600 élèves, deux (dont un classé en RRS) ne comptent qu'un seul CPE. Il est urgent que des moyens supplémentaires soient alloués à la vie scolaire, au lieu de déshabiller Paul pour habiller Pierre. Le même problème se pose pour les postes administratifs : la seule manière de pourvoir les besoins nouveaux pour certains collèges est la suppression de 1/2 postes dans d'autres.

Loin de vouloir la réussite de tous les élèves ni d'améliorer les conditions de travail des personnels, le gouvernement, restant fidèle à son idéologie, continue la désorganisation du service public d'éducation au mépris de la réalité des établissements. La FSU n'accepte pas cette logique comptable, exige un collectif budgétaire et une loi de programmation pour l'école dans le cadre d'une négociation sincère avec le gouvernement.